

Sarah Gensburger, sociologue : « Le soutien aux politiques mémorielles est aujourd’hui une forme de “distinction sociale” »

Alors que les politiques mémorielles occupent une place centrale dans les discours publics, tout en suscitant de l’indifférence dans la société, l’intérêt à leur égard varie grandement en fonction du positionnement politique et sociologique des individus, analyse, dans un entretien au « Monde », la spécialiste des rapports entre mémoire et politique.

Propos recueillis par Anne Chemin

Publié le 21 mai 2025 à 07h30, modifié le 21 mai 2025 à 13h02 • Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés



Directrice de recherche au CNRS et membre du Centre de sociologie des organisations (CSO, Sciences Po), Sarah Gensburger est une spécialiste des rapports entre mémoire et politique. Autrice de *Qui pose les questions mémorielles ?* (CNRS Editions, 2023), elle a dirigé, avec Jenny Wüstenber, *Dé-commémoration. Quand le monde déboulonne des statues et renomme des rues* (Fayard, 2023).

En 2024, elle a publié avec Benoît Tudoux, dans la *Revue française de science politique*, « Au-delà de la concurrence des mémoires, une réanalyse de l'enquête "Baromètre racisme" 2021 de la CNCDH ».

La culture française et européenne contemporaine est-elle caractérisée, selon vous, par ce qu'on appelle parfois l'« inflation mémorielle » ?

Les nations, comme les institutions internationales, s'intéressent à l'histoire depuis fort longtemps mais, depuis les années 1990, le passé est effectivement intégré à ce que l'on appelle des politiques « mémorielles ». Elles ne se contentent pas d'encourager la connaissance de l'histoire : elles ont l'ambition de diffuser des valeurs démocratiques de tolérance – et donc de transformer en profondeur la société.

Lire aussi (2024) |  [Emmanuel Macron et l'inflation mémorielle : le chef de l'Etat s'appuie sur l'histoire pour « retrouver du commun »](#)



Ces politiques constituent l'un des piliers de la citoyenneté humaniste promue par l'Union européenne, qui, depuis 2014, a financé plusieurs milliers d'initiatives mémorielles à travers son programme « L'Europe pour les citoyens ». Certaines concernent la Shoah mais cela va bien au-delà de la mémoire de la vie sous les régimes totalitaires, notamment communistes ; d'autres évoquent les étapes de la construction européenne.

Diriez-vous que cette attention aux politiques mémorielles est également présente en France ?

Oui, la France est même en pointe sur ces questions ! Quand on parle de mémoire, on pense aux discours officiels des présidents de la République, aux commémorations républicaines ou aux cérémonies de panthéonisation, mais il faut y intégrer les milliers d'actions pédagogiques, de musées ou de mémoriaux qui ont été créés depuis une trentaine d'années : la mémoire est aujourd'hui un langage commun aux collectivités locales, aux associations et même aux entreprises.

Lire aussi (2023) |  [« Qui pose les questions mémorielles ? », de Sarah Gensburger : la mémoire, une affaire d'Etat](#)



Ces initiatives sont très diverses : certaines insistent sur les valeurs patriotiques de l'armée, d'autres valorisent la transmission de la mémoire de l'immigration. Beaucoup de lieux sont consacrés à la Shoah mais le mouvement existe également, même s'il est plus lent, sur d'autres sujets, comme l'esclavage.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Cette culture de la mémoire a même investi le terrain de la lutte contre le réchauffement climatique : en Islande et en Suisse, des plaques commémoratives ont été apposées dans les lieux de fonte des glaciers afin de conserver leur souvenir, mais aussi de promouvoir la valeur de la préservation de l'environnement. Ce qui est commun à toutes ces initiatives, ce n'est pas tant la transmission de tel ou tel pan du passé que la conviction qu'il est essentiel de construire une véritable culture de la mémoire.

Comment analysez-vous l'ambition civique, voire politique, de cette culture de la mémoire ?

Les politiques mémorielles sur la Shoah ou l'esclavage sont considérées comme des remparts contre l'antisémitisme et le racisme : elles sont censées lutter contre les stéréotypes qui sont à l'origine des violences de masse.

Lire aussi (2022) | [Emmanuel Macron promeut le travail de mémoire sur la Shoah face aux « falsifications de l'histoire »](#)



En France, l'adhésion à cette mission civique est très consensuelle : en 2000 et en 2001, les lois qui instituent des journées de mémoire sur la Shoah, puis sur la traite négrière et l'esclavage, ont été adoptées à l'unanimité par les deux chambres du Parlement et aucune alternance politique n'a entravé le développement des administrations qui mobilisent la mémoire.

Comment mesurer l'accueil, voire l'« efficacité », de ces politiques mémorielles ?

C'est très difficile. L'une des façons de le faire est de s'interroger sur ce que les citoyens pensent de toutes ces évocations publiques du passé. Avec mon collègue Benoît Tudoux (CNRS/ISP-université Paris-Nanterre), nous avons mobilisé les données du baromètre annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Au début des années 2000, elle a introduit dans son enquête sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie des questions sur la mémoire – en 2002 la Shoah, en 2013 l'extermination des Roms et des Tziganes et en 2018 l'esclavage et la traite négrière. Depuis, elle demande aux enquêtés s'ils ont le sentiment que l'on parle « *trop, pas assez ou ce qu'il faut* » de ces trois violences de masse.

Quelles sont les conclusions du travail que vous avez mené ?

La première conclusion, c'est que la société française adhère très majoritairement à la culture mémorielle : les personnes qui estiment que l'on parle « trop » des violences de masse sont minoritaires – 10 % pour l'extermination des Roms et des Tziganes, 16 % pour la Shoah, 28 % pour l'esclavage. Au sein de la société, la transmission de la mémoire fait donc l'objet d'un quasi-consensus : elle est devenue un marqueur de notre identité.

La seconde conclusion, c'est que cette adhésion se conjugue avec une très grande indifférence sociale. Nous avons constitué trois groupes – les « antimémoire », les « passionnés de la mémoire » et les « indifférents » – et le troisième compte presque trois fois plus de membres que les deux premiers !

On dit souvent que ces politiques sont au cœur d'une bataille identitaire qui divise la société française : elle opposerait les « juifs » aux « Noirs » ou aux « anciens colonisés », chacun de ces groupes défendant, au nom de ses « origines », sa propre mémoire des violences de masse. Constatez-vous l'existence, dans votre étude, de cette « concurrence » des mémoires ?

Cette « guerre des mémoires » – « *mnemonic wars* » dans la terminologie anglo-saxonne – est souvent invoquée, voire critiquée, mais nos travaux montrent qu'elle ne constitue pas un mécanisme structurant du rapport de la société française aux politiques mémorielles. Il y a des passionnés de la mémoire, des pourfendeurs de la mémoire, des indifférents à la mémoire, mais rares sont ceux qui font une hiérarchie entre la Shoah, l'esclavage et l'extermination des Roms.



Seule une minorité (28 %) donne des statuts différents à la mémoire de chacun de ces événements historiques. Les adeptes de la « concurrence des mémoires » sont le plus souvent des hommes et leur profil politique est très marqué : ils se situent aux deux extrêmes du spectre politique – le Rassemblement national (RN) ou une partie de La France insoumise (LFI). La concurrence des mémoires est donc le produit, non pas d'une lutte identitaire entre des groupes présents dans la société française, mais d'une rhétorique politique.

Si la « concurrence des mémoires » n'est pas pertinente pour comprendre le rapport des Français aux politiques mémorielles, quels sont, au vu de votre travail, les principaux éléments qui le façonnent ?

Si l'on veut comprendre les enjeux mémoriels contemporains, il faut s'intéresser aux variables classiques de la sociologie politique. Le genre polarise beaucoup le rapport à la mémoire : la plupart des femmes estiment qu'il est légitime, voire indispensable, d'évoquer publiquement les crimes de masse, quels qu'ils soient, tandis que les hommes ont plus de probabilité d'être critiques envers cette démarche. Le niveau de diplôme est, lui aussi, un facteur important : le soutien marqué aux politiques mémorielles est corrélé à un niveau d'éducation élevé.

Lire aussi la tribune (2023) |  [Marc André, historien : « La République n'est juste que si elle fait face à toute son histoire »](#)



Le facteur décisif est cependant le positionnement politique. L'adhésion aux politiques mémorielles est majoritairement une attitude de gauche, leur rejet est nettement plus présent à droite. Quant aux « antimémoire », ils se recrutent principalement parmi les personnes proches de l'extrême droite. Contrairement à ce que l'on croit, ce ne sont donc pas les politiques mémorielles qui façonnent les valeurs politiques mais les valeurs politiques qui façonnent l'attitude envers les politiques mémorielles.

Pour interpréter ces résultats, vous citez, dans votre étude, les travaux du sociologue français Maurice Halbwachs (1877-1945). En quoi peuvent-ils nous aider ?

Maurice Halbwachs, qui est considéré comme le père fondateur des travaux sur la mémoire, a inventé le concept de « mémoire collective » et surtout celui de « cadres sociaux de la mémoire » – c'est d'ailleurs le titre de l'un de ses ouvrages, publié en 1925, *Les Cadres sociaux de la mémoire* (Albin Michel, 1994).

Notre représentation du passé est, selon lui, liée aux variables qui nous situent dans l'espace social – à son époque, la religion et la classe sociale. C'est cette approche qui nous permet d'affirmer que le soutien aux politiques mémorielles est aujourd'hui une forme de « distinction sociale ».

Cette analyse des attitudes à l'égard des politiques mémorielles doit-elle nous inciter à les repenser ?

Oui. Le problème de ces politiques, c'est qu'elles sont fondées sur une « rhétorique de la dépolitisation ». Leurs valeurs fédératrices sont censées se situer en dehors des identifications partisans : elles cherchent à transformer les cœurs et les consciences de tous les citoyens, quels qu'ils soient, sans jamais évoquer leurs partis pris idéologiques. On sait pourtant qu'il est difficile, pour un citoyen, de s'affranchir de son contexte social ou de ses valeurs politiques.



Ces actions universalistes ont parfois du mal à atteindre leur but parce qu'elles ne prennent pas assez en compte les inégalités sociales : elles sont plébiscitées par les personnes éduquées, intégrées, souvent de gauche mais elles peuvent être mal perçues par les catégories sociales marginalisées. Dans ces milieux, elles peuvent donc produire un effet contraire à celui qui est recherché : un sentiment d'exclusion et, vecteur supplémentaire de domination, un rejet des valeurs promues. Pour l'éviter, il faut que ces politiques soient pensées, non pas « hors-sol », mais dans l'espace social où elles se déploient.

Avez-vous à l'esprit des expériences qui répondent à ces exigences ?

Dans les établissements scolaires, la voie actuellement la plus intéressante consiste, me semble-t-il, à se fonder sur la proximité spatiale : au lieu d'imposer un récit porteur de valeurs générales, les enseignants demandent, par exemple, aux élèves d'enquêter sur des événements liés à la Shoah qui ont eu lieu près de chez eux. C'est, par exemple, la démarche adoptée par le [projet « Convoi 77 »](#), qui retrace l'histoire des 1 321 déportés du train parti de Drancy pour Auschwitz le 31 juillet 1944.

Chaque élève participe activement au travail de mémoire en écrivant la biographie d'un des déportés. Encadrés par les enseignants, ils recherchent des documents ou des témoignages et produisent, au terme de cette enquête, un texte qui est ensuite publié sur le site de « Convoi 77 ». Au lieu de se voir imposer un discours, ils sont les acteurs de la transmission mémorielle : les valeurs de tolérance ne font pas l'objet d'une proclamation solennelle mais elles sous-tendent implicitement le projet – et elles s'en voient renforcées.

Anne Chemin

Le Monde Ateliers

Découvrir

Chaleur humaine

Participez à l'enregistrement du podcast en public, spécial "Santé et Climat"

La Nuit de la Géopolitique

Comprendre les bouleversements en cours.

Cours en ligne

De la naissance à l'âge adulte, comment améliorer son sommeil

Voir plus